

# SeFaFi

Observatoire de la vie publique  
Madagascar



Décision n°24-HCC/D3 du 12 juin 2015 relative à la résolution de mise en accusation du Président de la République Hery RAJAONARIMAMPINANINA

13 juin 2015 - D3 - Législation nationale

www.madagete.com

***SeFaFi***

**SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA**

***Observatoire de la Vie Publique***

**Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103**

Tél. 032 59 761 62 - e-mail : [sefafi@gmail.com](mailto:sefafi@gmail.com)

## Qui décide, à Madagascar ?

Le 30 août 2016, la Représentante spéciale de la Commission de l'Union Africaine, exigeait que soient mises en œuvre les dispositions de la *Feuille de route de sortie de crise à Madagascar* signée le 16 septembre 2011. Or sa présence même à Antananarivo démontre par l'absurde que la crise à Madagascar est officiellement terminée ! Et la voilà qui somme les Malgaches de renoncer à toute idée d'élection présidentielle anticipée, au prétexte que l'Union africaine s'y oppose (« *ce ne sont pas les élections anticipées qui vont sauver ce peuple* »), ajoutant que le pays n'a pas l'argent pour les organiser: « *Qui va financer ces élections anticipées* ? »

. Tout cela en réponse au mouvement d'opposition

*Mistangàna Ry Malagasy*

qui demandait le départ du chef de l'État et la tenue d'élections anticipées. En clair, l'UA s'arroge le droit de décider du destin de Madagascar, quoi qu'en pensent les Malgaches.

Le 28 octobre 2016, la *Country manager* de la Banque mondiale à Madagascar définissait ainsi les « priorités de l'État » malgache: « Est-ce que vous payez les enseignants pour assurer la rentrée scolaire des enfants, qu'ils soient à Antananarivo, à Farafangana ou à Mahajanga, ou en pleine campagne pour qu'un enseignant soit là, ou est-ce qu'on sert l'électricité à 14% de la population à Antananarivo? C'est un choix ». Et de féliciter le ministère des Finances « d'avoir privilégié le service de base pour le plus grand nombre de Malgaches, plutôt que d'essayer de privilégier un petit nombre de population à Tana pour avoir accès à l'électricité »

[1]

. Bref, peu importe si cette population urbaine « privilégiée » produit avec cette électricité dans ses usines, bureaux et ateliers, peu importe si l'électrification rurale peine également à décoller, les priorités du pays ne deviennent acceptables qu'à partir du moment où elles sont avalisées par la Banque mondiale.

La question se pose donc de savoir qui décide, à Madagascar : le pouvoir légal ou les bailleurs de fonds ? À lire le Rapport du Fonds Monétaire International (« FMI ») N° 16/273 d'août 2016, le décaissement semestriel jusqu'en juillet 2019 d'environ 43,5 millions USD repose à chaque fois sur une revue par le FMI de la réalisation par le gouvernement de diverses actions et des « réformes structurelles ». Le Ministre des Finances tente tant bien que mal de répondre aux exigences de ce bailleur en chef. Si le FMI demande la maîtrise, puis la réduction, des transferts aux entreprises publiques telle que la JIRAMA, le ministère fait savoir que la situation désastreuse de la JIRAMA provient essentiellement de la gabegie et de la corruption. Factures non recouvrées: « 60% des facturations, soit 50 milliards d'Ariary par mois sur une facturation de 80 milliards d'Ariary »; passation de marchés questionnable: « le prix d'achat de carburant est plus élevé que les prix à la pompe des stations-services alors que la société d'État achète en grande quantité et via appels d'offres »; mauvaise gestion: « pertes non techniques de l'ordre de 20%, principalement liées à des branchements illicites »[2], etc. Si le FMI demande l'accroissement des recettes fiscales, la loi de finances 2017 verra l'introduction de nouvelles taxes, comme la taxe de résidence pour le développement et la taxe sur les animaux domestiques ... Malgré ces efforts, nous n'avons sensiblement pas l'impression que le régime est véritablement maître de notre destin collectif. Et que sans l'incitation du FMI et des bailleurs, le gouvernement actuel ne prioriserait une gouvernance économique très rigoureuse. Encore une fois, la question se pose plus que jamais de savoir qui décide, à Madagascar: le pouvoir légal ou les bailleurs de fonds ?

Restera à savoir si la conférence des bailleurs qui se tiendra à Paris les 1<sup>er</sup> et 2 décembre prochains, apportera les 3,4 milliards de dollars recherchés pour financer les divers projets de mise en œuvre du Plan national de développement. Du menu de projets présentés, quels choix feront les bailleurs ? 360 millions de dollars pour la viabilisation de zones économiques spéciales (un montant égal, il faut noter en passant, à l'enveloppe entière jusqu'en 2019 de la Facilité de Crédit Elargi du FMI) ? 172 millions pour l'éducation

[3]

? Ou 89 millions de dollars pour la viabilisation de l'aéroport de Tuléar, pour ne nommer que quelques exemples.

[4]

Les « projets structurants » sont-ils suffisamment alignés sur les priorités des bailleurs, en termes non seulement techniques mais aussi en termes de moyens, dans ce monde devenu incertain et où les urgences sont nombreuses ? Madagascar recevra-t-il les engagements espérés pour combler les recettes internes insuffisantes et enrayer la récession de ces dernières années ? Les engagements de cette semaine seront-ils nouveaux ou juste une répétition des intentions de financement déjà connues de tous ? Quel pourcentage de ces engagements viendra du secteur privé par le biais de PPP peu transparents? Même si les promesses se transforment en engagements fermes, et les décaissements se concrétisent, l'

É

Est-il à même de les réaliser convenablement?

L'histoire récente de la Grande Île, depuis le « programme d'ajustement structurel »[5] des années 1980 à la suite de la gestion économique calamiteuse du président Ratsiraka jusqu'à la fin de la Transition de 2009-2013, montre à l'envie que le pays n'a guère été consulté par les « bailleurs de fonds ». À leur décharge, rappelons qu'aucun des régimes successifs n'a présenté de projet cohérent et concret de développement économique et social, et qu'aucun d'entre eux n'a engagé des actions suivies pour améliorer les conditions de vie de la population. À preuve, les dirigeants actuels se complaisent dans des mesures ponctuelles, démagogiques et électoralistes, faute de vision économique à court, moyen et long terme.

### ***Antananarivo, 29 novembre 2016***

---

[1]. *L'Express de Madagascar* du 31 octobre 2016. A quoi Sylvain Ranjalahy avait déjà répliqué la veille, dans un éditorial intitulé « Voir ou savoir »: « C'est un raccourci dangereux que de minimiser le problème de cette façon, de surcroît de la part d'une grande responsable de la première institution financière mondiale. Elle semble avoir oublié la catastrophe économique incommensurable causée par le délestage. (...) La permissivité des bailleurs de fonds vis-à-vis d'un régime incompetent et corrompu durant 40 ans maintenant a été le principal facteur de la pauvreté chronique qui mine le pays. Si toutes les aides avaient été contrôlées et utilisées à bon escient, on n'en serait pas là aujourd'hui », *L'Express de Madagascar* du 29 octobre 2016.

[2]. *L'Express de Madagascar*, 27 octobre 2016.

[3]. Les bailleurs d'état déjà engagés à financer 94 millions USD sur une demande globale de 266 millions USD.

[4]. Voir le site web de la conférence : [www.cbi-madagascar.com](http://www.cbi-madagascar.com)

[5]. Voir Gilles Duruflé, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Karthala, 1988.

\*\*\*\*\*

**SeFaFi**

## **SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA**

*Observatoire de la Vie Publique*

**Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103**

Tél. 032 59 761 62 - e-mail : [sefafi@gmail.com](mailto:sefafi@gmail.com)

**Iza no mandidy, eto Madagasikara ?**

Ny 30 aogositra 2016, ilay ramatoa Iraka manokan'ny Komitin'ny Vondrona Afrikana dia nitaky ny hampiharana ny fepetran'ny *Tondro zotra hivoahan'i Madagasikara amin'ny krizy natao sonia ny 16 septambra 2011*. Ny fahatongavany teto Antananarivo fotsiny anefa dia porofo mivaingana fa efa tena nifarana tanteraka tamin'ny fomba ofisialy ny krizy teto Madagasikara ! Kanjo indro izy fa mbola nandidy ny Malagasy indray tsy hieritreritra hanao fifidianana filoha alohan'ny fotoana satria, hono, tsy eken'ny Vondrona Afrikana izany (

«

*tsy ny fifidianana mialoha akory no hanavotra an'ity vahoaka ity*

»

)

, sady nampiany hoe tsy manam-bola hanaovana izany ny firenena :

«

*iza no hamatsy vola izany fifidianana mialoha izany ?*

»

. Izany rehetra izany dia ho valin'ilay hetsika fanoherana hoe

*Mitsangàna Ry Malagasy*

izay nangataka ny fialan'ny filoham-Pirenena sy ny hanaovana fifidianana mialoha. Mazava izany fa ny Vondrona Afrikana dia manao didin'ny be sandry fotsiny hanapaka ny amin'ny hoavin'i Madagasikara, na inona na inona ny hevitra ny Malagasy momba izany.

Ny 28 oktobra 2016, ny *Country manager*–n'ny Banky Iraisam-pirenena eto Madagasikara dia namaritra toy izao ny «laharam-pahamehan'ny Fanjakana » Malagasy: « Moa ve ianareo hanarama mpampianatra mba hiantohana ny fidiran'ny mpianatra, na eto Antananarivo izany, na any Farafangana, na any Mahajanga, na any ambanivohitra lavitra tiana hahazo mpampianatra, sa hanome jiro ny 14%-n'ny mponina eto Antananarivo ? Safidy io

»

. Dia noderaina ny ministeran'ny fitantanambola

«

noho izy nanome vahana ny sampan-draharaha fototra miahy ny Malagasy maro an'isa fa tsy nihevitra ny hitsimbina mponina vitsy kely eto Antananarivo ka hanome azy herinaratra

»

[1]

. Raha fintinina izany dia izao : mamokatra amin'ny alalan'ny herinaratra io mponina

«

voatsimbina manokana

»

io any amin'ny orinasa na birao na toeram-piasany any, fa tsy raharahaina izany; ary koa, na mba mety hatomboka aza ny famatsiana herinaratra ny any ambanivohitra, tsy raharahaina koa izany, tsy mitombina izay laharam-pahamehana ho an'ny firenena raha tsy efa nankatoavin'ny Banky Iraisam-pirenena.

Mipetraka àry ny olana ny amin'izay mandidy eto Madagasikara: ny fahefana ara-dalàna sa ny mpamatsy vola? Tokony hovakiana ny Tatitry ny Famatsiam-bola Iraisam-pirenena (FMI) Lah. 16/273 tamin'ny aogositra 2016, ny famoaham-bola isan'enimbolana hatramin'ny jolay 2019 mahatratra 43,5 tapitrisa USD dia mifototra hatrany hatrany amin'ny fahitan'ny FMI ny asa isan-karazany vitan'ny governemanta sy ny « fanitsiana ara-drafitra ». Manao izay azony atao ny Ministry ny Fitantanambola hanome izay takian'io mpamatsy vola voalohany io. Raha takian'ny FMI ny fifehezana sy ny fampihenana ny fandefasam-bola mankany amin'ny orinasam-panjakana toy ny JIRAMA, dia ampahafantaran'ny ministera fa ny gaboraraka sy ny kolikoly no tena mampikororosy fahana ny JIRAMA. Misy faktiora tsy voalao:

«

60%-ny faktiora, izany hoe 50 tapitrisa Ariary isam-bolana amin'ny faktiora mitentina 80 tapitrisa Ariary

»

; fifanarahana ara-barotra mampiahiahy :

«

ny vidin'ny solika dia lafo kokoa noho ny eny amin'ny fivarotan-dasantsy nefa amin'ny alalan'ny tolo-bidy hatrany no ividianan'ny orinasam-panjakana ny ankabetsahan'ny solika

»

; tsy fahaiza-mitantana:

«

fatiantoka tsy ara-teknika tafakatra 20%, mahakasika indrindra ny fampidiran-jiro halatra

»

[2]

, sns. Raha mangataka ny hampitomboana ny fampidiran-ketra ny FMI, dia hetra vaovao no hita ao amin' ny lalànan'ny fitantanambola 2017 toy ny hetran'ny fonenana ho an'ny fampandrosoana sy ny hetran'ny biby fiompy... Na eo aza ireny ezaka ireny dia tsy tsapa loatra fa hoe tena ny fitondrana tokoa no tompon'ny hoavintsika mianakavy. Raha tsy atosiky ny FMI sy ny mpamatsy vola, ny governemanta ankehitriny tsy mametraka ho laharam-pahamehana ny fitondrana ara-toekarena faran'izay hentitra. Averina indray fa mipetraka mihitsy ilay olana ny amin'izay tena mandidy eto Madagasikara : ny fahefana ara-dalàna ve sa ny mpamatsy vola ?

Ny sisa hofantarina dia ny hoe hanome ny 3.4 lavitrisa dolara ve ny fivorian'ny mpamatsy vola hatao any Parisy ny 1 sy 2 desambra ho avy izao, io mantsy no hamatsiana ny tetikasa samihafa hanantanterahana ny Tetikasam-Pirenena ho an'ny fampandrosoana. Inona no hosafidian'ny mpamatsy vola ao amin'ny lisitry ny tetikasa hatolotra azy? Ny 360 tapitrisa dolara hanamboarana ny faritra ara-toekarena manokana ve (marihina fotsiny fa lelavola mitovy amin'io no totalim-bola nomena hatramin'ny 2019 avy amin'ny Fanamorana ny Fitrosana Mivelatry ny FMI)? Sa ny 172 tapitrisa ho an'ny fanabeazana[3] ? Sa 89 tapitrisa ho fanavaozana ny seranam-piaramanidin'i Toliary, mba tsy hiresahana afa-tsy ohatra vitsivitsy

[4]

. Ny

«

tetikasa enti-mandrafitra

»

ve mifanaraka tsara amin'ny laharam-pahamehan'ny mpamatsy vola, tsy eo amin'ny lafiny teknika fotsiny fa eo amin'ny ara-pitaovana koa, ato amin'ity tontolo nanjary manalasala ity nefa feno mahamaika tsy hita pesimpesenina? Ho voarain'i Madagasikara ve ny fampanantenana antenainy hamenoana ny vola miditra avy eto an-toerana izay tsy ampy ary hanafoanana ny fihemorana ara-toekarena taorian'ny taona vitsivitsy izay? Ny fampanantenana tamin'ity herinandro farany ity ve ho vaovao sa ho famerenana fotsiny ny fampanantenana famatsiam-bola efa fantatry ny rehetra ? Ohatrinona amin'ireny fampanantenana ireny no ho avy any amin'ny sehatra tsy miankina ka handalo any amin'ny PPP izay tsy mba mangarahara loatra? Na dia ho lasa fianianana mihitsy aza ny fampanantenana, na dia ho hita miharihary aza fa navoaka tokoa ny vola, ny Fanjakana ve hahavita manatontosa azy ara-dalàna ?

Nanomboka tamin'ny « fandaharana fanitsiana ara-drafitra »[5] nanodidina ny taona 1980, taorian'ny fitantanana ara-toekarena nampidi-doza nataon'ny filoha Ratsiraka, ka hatramin'ny

faran'ny Tetezamita tamin'ny 2009-2013, ny tantaran'i Madagasikara vao tsy ela akory izay dia mampiseho miharihary fa tsy mba nanontany izay hevitra ny firenena na oviana na oviana ny

«

mpamatsy vola

»

. Tsy omena tsiny loatra izy satria tsiahivina fa na iray aza tamin'ireo fitondrana nifandimby tsy mba nisy tetikasa mirindra sy mivaingana ho an'ny fampandrosoana ara-toekarena sy sosialy, tsy nisy na iray aza tamin-dry zareo nanomboka asa mitohy hanatsarana ny toe-piainan'ny mponina. Porofon'izany, ny mpitondra ankehitriny dia afa-po fotsiny amin'ny fandraisana fepetra vonjy tavan'andro, ronono an-tavy ary mikendrikendry fifidianana, tsy manana fijery ara-toe-karena mahatsinjo ny antomotra sy ny tsy lavitra loatra ary ny tena lavitra be.

### ***Antananarivo, 29 novambra 2016***

---

[1]. *L'Express de Madagascar* tamin'ny 31 oktobra 2016. Indray andro mialoha an'io i Sylvain Ranjalahy dia efa namaly izany tao amin'ny matoan-dahatsorany mitondra ny lohateny hoe « mijery sa mahalala » : « hitsin-dalana io ».

[2]. *L'Express de Madagascar*, 27 oktobra 2016.

[3]. Ny mpamatsy vola dia efa nampanantena fa hanome 94 tapitrisa USD amin'ireo 266 tapitrisa USD tontaliben'ny nangatahina.

[4]. Jereo ny sita web-n'ny fivoriana : [www.cbi-madagascar.com](http://www.cbi-madagascar.com)

[5]. Jereo Gilles Duruflé, *L'ajustement sutructuel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Karthala, 1988



Sefafi

« Iza no mpanapaka eto Madagasikara ? »

Mandehy nany ny mangala...
amin' ny vavany ireo mpanapaka...



my Fim' kamin' ny saptambra 2016,
EO sam - jazo tsay mahantra...

Nosipari' ny Sefafi fa tantara eto
mandeha tato amin'ny anelanelan'...

ny Fim' kamin' ny saptambra 2016,
EO sam - jazo tsay mahantra...

Nosipari' ny Sefafi fa tantara eto
mandeha tato amin'ny anelanelan'...

ny Fim' kamin' ny saptambra 2016,
EO sam - jazo tsay mahantra...